



CTA du 14 janvier 3013

Déclaration FSU sur examen carte scolaire 1^{er} degré

Carte Scolaire dans le premier degré : le compte n'y est pas

Le territoire le plus vaste de toutes les académies, et constituée par le plus grand nombre de départements, ceux-ci présentant une géographie diverse et contrastée. Un pôle urbain fort autour de Toulouse, des villes moyennes en nombre relativement restreint (1 à 2 en moyenne par département), un secteur péri-urbain en expansion, un secteur rural largement dominant, et un secteur de montagne d'une étendue significative.

La richesse de chacun des départements est, elle aussi, diverse et contrastée. Elle est directement corrélée à la situation du travail et de l'emploi.

Les données de l'INSEE actuellement disponibles, montrent bien que les conditions économiques ont un fort impact sur la démographie des départements. Cependant, on ne peut méconnaître que les incertitudes liées à la situation professionnelle des parents, pèsent lourdement sur la réussite scolaire des enfants.

Cette incertitude, avec ses corollaires, l'instabilité sociale et l'instabilité affective constituent souvent le socle sur lequel se cristallisent les difficultés des élèves.

Il serait abusif de considérer que les élèves du secteur rural et/ou de montagne sont épargnés par les difficultés socio-économiques des familles dans lesquelles ils vivent. Comme il serait illusoire de penser que la très forte dégradation sociale dans les quartiers les plus ghettoïsés, de penser que la souffrance des familles, n'aient pas une forte répercussion sur la scolarité des élèves.

C'est pour cela que pour le SNUipp, l'Education Prioritaire doit redevenir réellement prioritaire.

Il est insuffisant de subordonner les besoins en enseignants à la seule pression démographique, même si celle-ci doit évidemment être prise en compte. En effet, 2 des 8 départements se trouvent avec un des plus mauvais P/E de France. La Haute Garonne est classée au 94^{ème} rang.

La logique de redéploiement qui a prévalu ces dernières années, est encore à l'œuvre dans le projet de carte scolaire que vous nous présentez pour la rentrée 2013, car les moyens attribués à notre académie sont insuffisants.

C'est pour la FSU le cœur de notre préoccupation.

Cette logique conduit à diminuer le nombre de postes dans 5 départements sur 8. Mais, et y compris dans les 3 départements qui auront une dotation positive ou nulle, elle s'applique également à l'intérieur de chaque département. Ce qui conduit, sur certains territoires, à diminuer la qualité de l'enseignement pour les élèves qui en ont le plus besoin. Où est la justice dans ces conditions ?

Nous ne reviendrons pas sur l'inadéquation entre des prévisions comptables et la réalité humaine des écoles.

Ce que nous avons dénoncé les années précédentes reste d'actualité, ce premier retour à une dotation positive, que nous saluons, n'étant pas en mesure de compenser les dégâts précédemment occasionnés.

Alors que les personnels enseignants sont unanimes pour plébisciter le rétablissement des postes de RASED, alors qu'ils sont unanimes pour demander la baisse des effectifs dans les classes, alors qu'ils sont unanimes pour reconnaître le rôle prépondérant de l'école maternelle dans la prévention de la difficulté scolaire, la dotation de 109 postes pour notre académie, ne permettra pas de répondre à leurs demandes professionnelles, dans l'intérêt des élèves qui leur sont confiés.

Il n'est malheureusement pas envisageable, dans ce contexte, de mettre en place le dispositif « plus de maîtres que de classes » et d'amorcer l'augmentation de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans ...

C'est pourquoi la FSU exige une dotation supplémentaire pour l'Académie de Toulouse qui permette de rétablir les postes de RASED, de donner une réalité à la scolarisation en maternelle, au plus de maîtres que de classes, de retrouver des capacités de remplacement - pour les maîtres absents ou en formation continue - à la hauteur des besoins, de rattraper le retard des départements en difficulté quant à leur taux d'encadrement, sans prendre des moyens dans les départements ruraux qui en ont besoin.